



**ETUDE  
D'UN PLAN COMMUNAL D'AMELIORATION  
DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET  
HORTICOLES**

PROCEDURE ADAPTEE  
(article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016)

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

(article 38 du D.2016-360)

\* \* \*

# SOMMAIRE

<b>PARTIE I. PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
I. Objectifs de l'étude.....	3
II. Maîtrise d'ouvrage.....	3
III. Assistance au Maître d'Ouvrage.....	4
IV. Contexte de l'étude .....	4
IV. 1. <i>Présentation des enjeux liés à l'eau sur le territoire.</i> .....	4
IV. 2. <i>La mise en place d'un PAPPH sur la commune</i> .....	4
V. Etape 1 : Lancement et présentation de la démarche .....	6
V. 1. <i>Pilotage</i> .....	6
V. 2. <i>1<sup>er</sup> COPIL : Contexte et méthodologie</i> .....	6
VI. Etape 2 : Descriptif des services concernés.....	7
VII. Etape 3 : Diagnostic des pratiques phytosanitaires et horticoles.....	7
VII. 1. <i>Diagnostic de la gestion des pesticides</i> .....	8
VII. 2. <i>Diagnostic des espaces gérés et des pratiques</i> .....	8
VIII. Etape 4 : Evaluation des risques.....	9
VIII. 1. <i>Le risque de transfert des pesticides vers les milieux aquatiques</i> .....	9
VIII. 2. <i>Risque sanitaire</i> .....	10
IX. Etape 5 : Définition des objectifs d'entretien .....	11
IX. 1. <i>Méthode</i> .....	11
IX. 2. <i>Restitution en COPIL</i> .....	12
X. Etape 6 : Choix des préconisations par espaces communaux .....	12
X. 1. <i>Achat, stockage et manipulation des produits</i> .....	12
X. 2. <i>Le désherbage</i> .....	13
X. 3. <i>La tonte</i> .....	13
X. 4. <i>La lutte contre les organismes nuisibles</i> .....	14
X. 5. <i>La fertilisation et l'arrosage</i> .....	14
X. 6. <i>Le choix des espèces végétales</i> .....	14
X. 7. <i>La conception des aménagements paysagers</i> .....	14
X. 8. <i>Les coûts humains et financiers</i> .....	15
X. 9. <i>Un plan de communication (optionnel)</i> .....	15
X. 10. <i>La formation des agents communaux (optionnel)</i> .....	15
XI. Etape 7 : Restitution du PAPPH.....	15
XI. 1. <i>Validation en comité de pilotage</i> .....	15
XI. 2. <i>Présentation du PAPPH validé (optionnel)</i> .....	16
XII. Etape 8 : Suivis et bilans de l'action.....	16
XII. 1. <i>Mise en œuvre d'une action pilote (optionnel)</i> .....	16
XII. 2. <i>Réunion publique (optionnel)</i> .....	16
XII. 3. <i>Suivi du PAPPH (optionnel)</i> .....	16
<b>PARTIE II. RENDU ET CONDITION DE L'ETUDE .....</b>	<b>17</b>
I. Encadrement de l'étude - Pilotage.....	17
II. Forme du rendu.....	17
II. 1. <i>Détail du rendu</i> .....	17
II. 2. <i>Cartes à fournir</i> .....	18
III. Conditions d'exécution de l'étude .....	18
IV. Délais.....	18

\* \* \*

**ETUDE D'UN PLAN COMMUNAL D'AMELIORATION  
DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES  
- Cahier des Clauses Techniques Particulières -**

## **PARTIE I. PREAMBULE**

---

Le présent CCTP concerne les prestations de collecte de données, de travail de terrain, de concertation et de rédaction nécessaires à la mise en place d'un "Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles" sur la commune de Jonquières Saint-Vincent. Ce plan aboutira à des préconisations de gestion en matière de pratiques phytosanitaires et horticoles à destination des services techniques de la commune et de ses prestataires, permettant d'abandonner l'usage des pesticides et engrais chimiques.

### **I. OBJECTIFS DE L'ETUDE**

Les objectifs à atteindre sont donc les suivants :

- Supprimer la pression polluante sur la ressource en eau,
- Réduire la pression quantitative sur la ressource en eau,
- Embellir et assainir le cadre de vie des administrés,
- Faciliter la mise en place des pratiques alternatives d'entretien des espaces verts,
- Sensibiliser les habitants au changement de pratiques sur les espaces communaux et les inciter à faire de même sur leurs espaces privés.

Pour ce faire, l'étude devra porter sur l'ensemble du territoire d'intervention de la commune en matière d'entretien et de gestion des espaces. Le bureau d'études devra ainsi proposer des solutions en matière de :

- Alternatives à la pression phytosanitaire
- Gestion de la pression en nutriments (engrais)
- Pratiques d'entretien des espaces verts
- Protection et amélioration de la biodiversité
- Orientations horticoles
- Anticipation de la gestion des futurs espaces communaux

## **II. MAITRISE D'OUVRAGE**

Cette étude est menée sous maîtrise d'ouvrage de la commune de Jonquières Saint-Vincent.

COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

Hôtel de Ville – Place de la Mairie – 30300 Jonquières Saint Vincent

Tél. : 04.66.74.50.12 / Fax : 04.66.74.50.13 / E-mail : [mairie.jonquieres.stvincent@wanadoo.fr](mailto:mairie.jonquieres.stvincent@wanadoo.fr)

Représentée par son maire en exercice, Jean-Marie FOURNIER.

### **III. ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE**

Le Syndicat des Nappes Vistrenque et Costières, animateur sur le territoire des nappes d'une démarche de réduction des pollutions diffuses d'origine non agricole, accompagne la commune dans l'élaboration et le suivi de son "Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles".

### **IV. CONTEXTE DE L'ETUDE**

#### **IV. 1 Présentation des enjeux liés à l'eau sur le territoire.**

La commune de Jonquières Saint-Vincent se situe en partie sur le territoire de la nappe de Bellegarde dans le secteur des Costières à l'est de Nîmes. Le captage des Féréignes est implanté en bordure méridionale du plateau des Costières. Plus vers l'Est, entre St Vincent et Jonquières, et au-delà vers Beaucaire, les cailloutis villafranchiens sont érodés, ils laissent apparaître les formations du substratum de calcaires marneux attribuées à l'Hauterivien. On aboutit dans cette direction à la plaine alluviale du Rhône située en contrebas d'une quarantaine de mètres par rapport au plateau des Costières.

La carte géologique de la Vistrenque éditée en 1975, indique l'extension des cailloutis pliocènes et leur échancrure au-dessus des calcaires marneux. Dans l'autre direction, la limite du bassin versant du Vistre, et donc avec l'aquifère de la Vistrenque est matérialisée à 2km au Nord-Ouest du captage de Jonquières.

Ce qui veut dire que les écoulements de la nappe des Costières s'évacuent ici vers les sources anciennement captées en direction de l'Est du Sud Est.

Les cailloutis villafranchiens en amont de la cuvette de Jonquières sont composés de galets et de graviers à dominante quartzitique, emballés dans une matrice sablo-argileuse. Ces formations grossières contiennent l'aquifère dont le mur imperméable est représenté par les marnes bleues du Plaisancien. Les sables de l'Astien occupent par places les points bas de ce substratum qui correspondent à d'anciennes chenalizations. Les cailloutis localement cimentés en conglomérats par la calcite (taparas) sont surmontés par des limons calcaires ou par des limons loessiques qui les masquent à l'affleurement.

Les nappes contenues dans cet aquifère appelée nappes de la Vistrenque et des Costières sont sensibles aux pollutions diffuses d'origine agricole. Elles ont été déclarées « zone vulnérable » à la pollution nitratée d'origine agricole en 1994. La pollution par les pesticides est également chronique et généralisée à l'échelle des nappes et leur utilisation pour l'alimentation en eau potable peut être localement compromise.

Le forage des Féréignes, situé au Nord-Ouest de la commune, est exploité pour alimenter en eau potable la commune de Jonquières Saint-Vincent.

#### **IV. 2 La mise en place d'un PAPPH sur la commune**

Descriptif rapide des services et du contexte de la commune :

La commune de Jonquières Saint-Vincent est dotée de services techniques municipaux d'un effectif total de 8 agents polyvalents.

## METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Le tableau suivant synthétise les étapes de la mise en place de "**Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles**" :

Etape	Intitulé	Moyens à mettre en œuvre	Redus demandés
1	Lancement de la démarche	➤ Organisation d'un comité de pilotage (COPIL) comprenant : élus référents, responsables de services (techniques, urbanisme, communication, ...), partenaires techniques et financiers	➤ Convocation ➤ Compte-rendu
2	Description des services	➤ Entretiens avec les élus, chefs de services et agents concernés ➤ Suivis et accompagnement des agents sur le terrain.	<b>Pour rapport final</b> ➤ Organisation des services
3	Etat des lieux sur la gestion et la manipulation des pesticides	➤ Entretiens avec le (ou les) responsable(s) éventuel(s) des services, avec l'adjoint en charge des espaces verts ou de l'environnement ➤ Suivi des responsables et des agents sur le terrain (observations, questions, photographies, etc.) ➤ Inventaire des pesticides stockés ainsi que des conditions de stockage ➤ Consultation des cahiers d'enregistrement des pratiques s'ils existent ➤ Consultation des pratiques des prestataires ➤ Comparaison des données recueillies avec ce que prévoit la réglementation ➤ Réunion du comité technique afin de valider les éléments du diagnostic	➤ Note de diagnostic (étapes 1 et 2) <b>Cartes :</b> ➤ Surfaces entretenues ➤ Modalités d'entretien des espaces communaux ➤ Positionnement géographique des services et équipes ➤ Espèces envahissantes (jussie, renouée du japon, cannes de provence, prêle, erigeron du canada...) <b>Pour rapport final</b> ➤ Cartes de gestion des espaces publics ➤ Bilans des consommations (pesticides, engrais et eau)
	Inventaire des espaces gérés  Audit des pratiques phytosanitaires et horticoles		
4	Evaluation des risques	➤ Lors du suivi de terrain, avec les agents et responsables concernés	➤ Cartes de risques
5	Définition des objectifs d'entretien par secteur	➤ Réunions techniques ➤ Réunion du COPIL	➤ Diagnostic complet ➤ Comptes-rendus
6	Préconisations	➤ Consultation des référents techniques ➤ Préconisations d'entretien adaptées à chacun des espaces.	➤ Carte de gestion des espaces publics ➤ fiches d'entretien
7	Restitution	➤ Réunion du comité technique ➤ Réunion du COPIL ➤ Restitution aux agents	➤ Documents rédigés complets (PAPPH, synthèse 10 pages, synthèse pour service techniques, cartes ➤ Compte-rendu du COPIL

## V. ÉTAPE 1 : LANCEMENT ET PRESENTATION DE LA DEMARCHE

### V. 1 Pilotage

La mise en place d'un "Plan Communal d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles" nécessite une **forte implication de la commune tant au niveau technique que politique**. Le prestataire s'appuiera sur un **comité de pilotage** (COPI) propre à la démarche, décrit en Partie III.

**Ce comité de pilotage sera réuni au lancement de la démarche, en fin de l'étape 5 (présentation du diagnostic), et également à la fin de la démarche pour une validation technique et politique.**

Par ailleurs, un **comité technique** sera constitué. Composé des référents techniques de la commune et du prestataire, il constitue une instance de concertation à chaque étape du PAPP.

### V. 2 Premier CoPil : Contexte et méthodologie

Le premier Comité de Pilotage se réunira au lancement de la démarche de PAPP sur invitation du Maître d'Ouvrage.

#### Objectifs :

Valider la méthode de mise en œuvre de l'étude du PAPP.

#### Éléments à présenter :

- présentation de la **problématique phytosanitaire** dans le contexte local ;
- description du **plan d'amélioration phyto-horticole** et de ses étapes ;
- présentation **d'exemples de préconisations** et des voies possibles d'amélioration des pratiques ;
- **planning de mise en œuvre** de la démarche.

**Informations à recueillir :** Quelques informations contextuelles peuvent être recueillies lors de ce premier comité de pilotage. Cependant, leur collecte peut être reportée à l'étape 2.

Contexte général	Informations à recueillir
Contexte de la commune	- Caractéristiques géographiques et paysagères - Espaces naturels à proximité - Captages d'alimentation en eau potable à proximité (qualité et quantité).
Politique environnementale de la commune	- Cadre de Vie - Objectifs politiques liés au plan d'amélioration des pratiques - Liens avec d'autres projets de la commune - Porteurs techniques et politiques du projet

#### Rendus :

Le prestataire fournira un compte-rendu de ce premier comité de pilotage au Maître d'Ouvrage.

## VI. ÉTAPE 2 : DESCRIPTIF DES SERVICES CONCERNES

Le prestataire recueillera les missions exactes des services concernés, les relations entre les agents et les élus ou entre les agents eux-mêmes, ainsi que les moyens (humains, budgétaires, matériels). Les services concernés sont tous les services utilisateurs de pesticides (espaces verts, voiries, cimetières, espaces sportifs...), les services en charge de l'entretien, éventuellement de la propreté, les services d'aménagement...

### Moyens :

- entretiens avec les élus, chefs de services et agents concernés ;
- suivis et accompagnement des agents sur le terrain ;

Description des services	Informations à recueillir
Pour chaque service audité	<ul style="list-style-type: none"><li>- Historique</li><li>- Missions</li><li>- Organisation</li><li>- Nombre d'agents</li><li>- Equipes</li><li>- Prestataires</li><li>- Budget</li></ul>
Liens avec la population	<ul style="list-style-type: none"><li>- Communications entre les services et la population</li><li>- Politique écologique de la commune et des services</li><li>- Cahiers des doléances</li></ul>

Les prestataires de la commune intervenant sur les espaces publics dans l'entretien des voies, des espaces verts seront aussi audités dans cette mission.

## VII. ÉTAPE 3 : DIAGNOSTIC DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES

### Pour réaliser ce diagnostic, le prestataire devra :

- organiser des **entretiens** avec le (ou les) responsable(s) des services, avec l'adjoint en charge des espaces verts ou de l'environnement, ou le maire ;
- **suivre** les responsables et **les agents sur le terrain** (observations, questions, photographies, etc.) ;
- **inventorier les pesticides** stockés ainsi que les conditions de stockage ;
- **consulter les cahiers d'enregistrement** des pratiques s'ils existent ;
- consulter les pratiques des différents prestataires ;
- comparer les données recueillies avec ce que prévoit la **réglementation**.

## VII.1 Diagnostic de la gestion des pesticides

Les informations à recueillir sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Etat des lieux sur la gestion des pesticides	Informations à recueillir
Achat des produits	<ul style="list-style-type: none"><li>- Fournisseur(s)</li><li>- Choix des produits</li><li>- Quantités achetées</li><li>- Budget</li></ul>
Gestion des stocks	<ul style="list-style-type: none"><li>- Inventaire des produits stockés</li><li>- EVPP<sup>1</sup> et PPNU<sup>2</sup> présents</li><li>- Conditions de stockage (armoire, local)</li><li>- Moyens d'élimination (EVPP, PPNU)</li></ul>
Matériel d'épandage	<ul style="list-style-type: none"><li>- Inventaire des pulvérisateurs</li><li>- Inventaire des EPI<sup>3</sup> mis à disposition</li><li>- Fréquence d'étalonnage</li></ul>
Décision de traiter	<ul style="list-style-type: none"><li>- Critères de décision</li><li>- Prise en compte des conditions météorologiques</li><li>- Prise en compte des risques de ruissellement et sanitaire</li></ul>
Manipulation	<ul style="list-style-type: none"><li>- Port des EPI</li><li>- Dosage</li><li>- Remplissage, lavage et vidange</li><li>- Conditions d'épandage</li><li>- Enregistrement des pratiques</li><li>- Formation des agents</li></ul>

**Bilan :** Un bilan sur la gestion des pesticides sera réalisé au regard de la réglementation, de la santé des agents applicateurs et de la préservation de l'environnement.

## VII.2 Diagnostic des espaces gérés et des pratiques

Il s'agit de répertorier les diverses pratiques phytosanitaires et horticoles, afin de voir ensuite si elles sont en accord avec les objectifs affichés et **de les évaluer d'un point de vue réglementaire, écologique, sanitaire et, si possible, économique.**

Les principales informations à recueillir sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

---

<sup>1</sup> Emballages Vides des Produits Phytosanitaires

<sup>2</sup> Produits Phytosanitaires Non Utilisables

<sup>3</sup> Equipement de Protection Individuelle



Etat des lieux des pratiques actuelles	Informations à recueillir
Désherbage	- Modes de gestion selon les espaces - Fréquence
Lutte contre les organismes nuisibles	- Produits utilisés - Bilan des consommations
Fertilisation	- Coûts humains et matériels
Arrosage	- Modes de gestion selon les espaces - Equipements - Fréquence - Bilan des consommations - Coûts humains et matériels
Aménagements paysagers	- Choix des plantes - Fournisseurs (plantes, paillages, ...) - Typicité des espaces verts sur la commune et techniques horticoles associées - Présence de plantes envahissantes

**Bilan :** Outre l'évaluation des pratiques vis-à-vis de la réglementation, les enjeux écologiques et sanitaires, **ce relevé doit aboutir à différents éléments cartographiques :**

- Surfaces entretenues (voiries, espaces verts, stades, ...) ;
- Modalités d'entretien des espaces communaux ;
- Positionnement géographique des services, des équipes ;
- Espèces envahissantes présentes sur la commune (espaces urbains).

Une réunion du comité technique sera sollicitée par le prestataire auprès du Maître d'Ouvrage (prestataire, maître d'ouvrage - si différent de la commune -, commune) afin de valider les éléments du diagnostic (étapes 2 et 3).

## VIII. ETAPE 4 : EVALUATION DES RISQUES

Les pesticides sont des matières dangereuses pour l'environnement aquatique et la santé des populations. Cette étape vise à évaluer le risque de transfert de ces produits vers les milieux aquatiques et le risque de contamination des usagers des espaces communaux.

### VIII.1 Le risque de transfert des pesticides vers les milieux aquatiques

**Le risque de transfert sera évalué sur l'ensemble des espaces gérés par les services de la commune ou ses prestataires** (voirie, espaces verts, cimetière).

Le risque est évalué :

1. Par rapport aux risques de contamination des eaux superficielles (NB : réseau pluvial / réseau assainissement connectés in fine aux cours d'eau). **Deux classes de risques sont à afficher : risque faible et risque élevé.**

Le classement dans l'une ou l'autre catégorie (risque faible / risque élevé) est réalisé selon l'arbre de décision suivant :

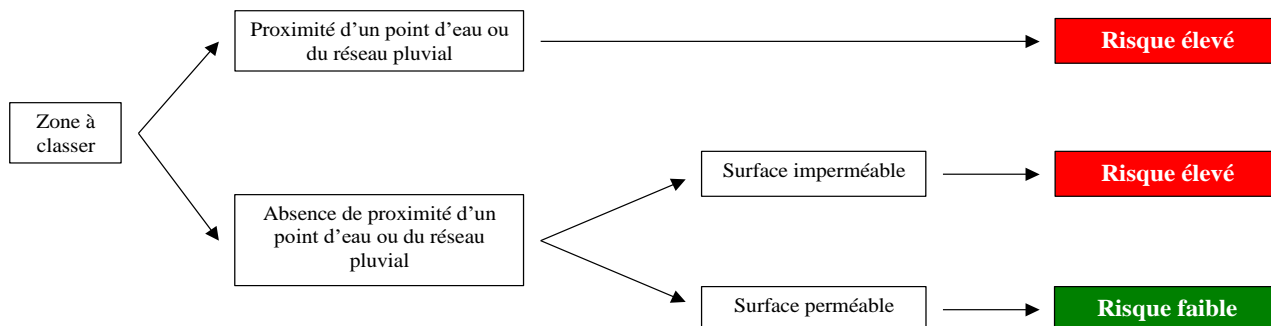


Figure : Arbre de décision pour la définition du niveau de risque de transfert des produits phytosanitaires. (Selon CORPEP, 2009)

#### Moyens :

Ce classement sera à réaliser avec l'agent communal chargé du désherbage de la commune ou du secteur. Son implication dans ce classement lui permettra de prendre conscience du risque lié à l'usage des pesticides tout en appréhendant la méthode de diagnostic ainsi que les outils d'entretien qui pourront lui être proposés par la suite.

2. Par rapport au risque de contamination des eaux souterraines. En effet, la nappe de la Vistrenque est très proche du sol (quelques mètres) et donc très vulnérable. L'aquifère peut être localement recouvert par les limons semi-perméables permettant d'assurer une protection naturelle partielle. Il peut aussi être libre et affleurant et présenter une forte vulnérabilité.

Il sera également tenu compte dans le plan de la localisation des captages d'eau potable servant à l'alimentation de la commune dans l'analyse des risques liés aux eaux souterraines.

## VIII.2 Risque sanitaire

En plus du risque de contamination des eaux, l'emploi de pesticides en milieu urbain s'accompagne d'un risque sanitaire vis-à-vis du public. Celui-ci est considéré comme élevé dans des zones très fréquentées par des personnes fragiles (écoles par exemple) ou dans des zones où le public est en contact rapproché et prolongé avec le sol (parcs, terrains de football, boulodrome par exemple). Une carte des risques sanitaires présente ces zones où le traitement phytosanitaire représente un risque pour la population.

**Moyens :** Cette évaluation est à réaliser en même temps que le risque de transfert, avec l'agent en charge du désherbage.

#### Traitement des données et rendus cartographiques

Les données de diagnostic et de risque doivent ensuite être enregistrées dans un système d'information géographique où elles sont combinées aux données cadastrales de la commune. Le but est d'aboutir à une cartographie assez fine du niveau de risque pour l'ensemble de la commune. Les Zones Non Traitées (arrêté du 12 septembre 2006) et les lieux fréquentés par le grand public (arrêté du 27 juin 2011) seront ajoutés à ce référencement.

La base de données peut intégrer les éléments suivants :

- **Nom** : nom du site
- **Surface** : linéaire de voirie du segment ou surface de l'espace vert
- **Type** : voirie, chemin, sentier, espace vert / détente, parking, stade, cimetière, ...
- **Désherbage** : chimique, mécanique, thermique, manuel, plusieurs méthodes
- **Lutte\_nuisibles** : chimique, autre, plusieurs méthodes
- **Fertilisation** : oui / non

- **Arrosage** : automatique, manuel, sans
- **Prox\_eau** : présence d'un point d'eau à proximité : oui / non
- **Type\_eau** : type de point d'eau : avaloir, étang, canal, ...
- **Type\_rev** : revêtement : goudronné, stabilisé, pavé, béton, sable, herbe, naturel, gazon, ...
- **Risq\_eau** : risque de transfert vers les points d'eau : oui / non
- **Autre\_risq** : sanitaire
- **Prévention** : Dispositifs de prévention du ruissellement (rétention, ...)
- **Gestion** : service en charge de la gestion du site

Cette base de données sera remise à la commune sous un format approprié.

## IX. ETAPE 5 : DEFINITION DES OBJECTIFS D'ENTRETIEN

### IX.1 Méthode

Sur la base du diagnostic initial et de l'évaluation des risques, le prestataire encouragera les responsables communaux (élus et responsables des services) à s'interroger sur leurs pratiques phytosanitaires et horticoles : « Pourquoi désherber ? » « Pourquoi arroser ? », « Quelles espèces végétales planter ? », « Pourquoi ne pas accepter une végétation spontanée dans certains secteurs ? ».

Un groupe de travail se réunira afin de définir les éléments suivants.

Le prestataire proposera une approche de type « gestion différenciée » en classant les espaces communaux en plusieurs catégories, du plus soigné au plus « naturel » : jardins de prestige, cœurs de ville, jardins traditionnels, espaces verts fonctionnels, secteurs résidentiels, prairies champêtres, ...

**Zones intensives** : espaces où l'effort d'intervention est maximal pour des raisons de sécurité, de santé publique, d'esthétique, culturelle ou touristique.

**Zones extensives** : espaces où l'effort d'intervention est raisonné. L'espace public répond, par sa conception, à des besoins d'entretien réduits.

**Zones naturelles** : espaces où la végétation spontanée est acceptée de façon complète ou maîtrisée.

À chaque type d'espace correspondra un **protocole d'entretien particulier** :

- **en terme de désherbage** : nécessité ou non de désherber. Dans l'affirmative, des méthodes d'entretien sans pesticides seront préconisées ;
- **en terme de lutte contre les organismes nuisibles, de fertilisation, d'arrosage, de choix des espèces végétales.**

Cette étape nécessitera un travail de concertation avec les élus et techniciens de la commune afin d'ajuster au mieux ces zones aux contraintes locales.

## Traitement des données et rendu cartographique

Ces objectifs sont à renseigner sur la base de données géo référencée précédemment décrite sous la forme suivante :

- **Zonage** : secteurs d'objectifs (prestige, confort, naturel) : 1, 2, 3

Une carte d'objectifs d'entretien permettra de mettre en évidence ces secteurs (prestige en orange, confort en jaune, naturel en vert).

## IX.2 Restitution en CoPil

Les résultats issus des étapes précédentes seront présentés par le prestataire en comité de pilotage.

**Objectifs** : Rendre compte des éléments du diagnostic, valider les objectifs d'entretien et le plan de gestion différenciée.

### **Éléments à présenter :**

- Déroulement du diagnostic
- Organisation des services
- Gestion des pesticides
- Désherbage des espaces communaux
- Lutte contre les organismes nuisibles
- Fertilisation et arrosage
- Organisation et conception des aménagements paysagers
- Cartes de risque
- Carte de gestion différenciée

### **Rendus :**

Le prestataire fournira un compte-rendu de ce second comité de pilotage au Maître d'Ouvrage.

## X. ETAPE 6 : CHOIX DES PRECONISATIONS PAR ESPACES COMMUNAUX

**Des préconisations d'entretien adaptées à chacun des espaces** seront proposées par le prestataire, en fonction de l'objectif visé et de la prise en compte d'un risque sanitaire ou de transfert vers les milieux aquatiques. Celles-ci seront **construites en lien avec les référents techniques** pour atteindre un entretien sans pesticides, et associées à un calendrier de mise en œuvre.

Ces préconisations devront concerner les points suivants.

### X.1 Achat, stockage et manipulation des produits

- **Achat (choix des pesticides)**

On rappellera que l'objectif, à terme, est d'abandonner l'usage des pesticides. Si leur usage est temporairement maintenu, le prestataire proposera des spécialités commerciales peu nocives pour l'environnement et la santé.

- **Réglementation, stockage et manipulation**

La réglementation concernant l'utilisation des pesticides a fortement évolué ces dernières années.

Le prestataire s'attachera à faire le point sur la situation de la commune vis-à-vis de cette réglementation et de proposer, le cas échéant, des **préconisations techniques notamment en termes de stockage** (obligation réglementaire de stockage dans un local dédié à cet effet, fermé à clé, correctement ventilé) **et de manipulation** (ports des équipements de protection individuelle...).

- **Enregistrement des pratiques**

Un enregistrement rigoureux des pratiques sera proposé par le prestataire sous forme de tableaux de terrain et fichiers Excel. Ils doivent être adaptés aux besoins et aux moyens de la commune. Ces tableaux de suivi permettront de renseigner notamment les éléments suivants :

- Date ;
- Nom de l'espace ;
- Nom du Produit ou technique alternative ;
- Quantité utilisée ;
- Temps de travail ;
- Nom de l'utilisateur ;
- Equipe / Secteur.

L'enregistrement des pratiques devrait concerner aussi les produits utilisés par les prestataires.

## **X.2 Le désherbage**

D'une façon générale, le prestataire recherchera des alternatives au désherbage chimique adaptées au contexte de la commune : **non désherbage, prévention** (la conception des aménagements urbains permet fréquemment de limiter la pousse de végétation spontanée dans des endroits où celle-ci ne serait pas souhaitée, par exemple avec des paillages), **mesures curatives** (désherbage manuel, désherbage mécanique, désherbage thermique).

Ces techniques seront à adapter aux types d'espaces communaux et à leur localisation dans la ville.

**Des cartes par "méthodes d'entretien des espaces communaux"** devront être réalisées, sur lesquelles figureront avec un code couleur identifié les secteurs à entretenir (une carte pour chaque technique) :

- manuellement ;
- mécaniquement ;
- avec paillage et/ou plantes couvre sol ;
- par autre type de désherbage (thermique, ...) ;
- par action chimique lors des premières années.

**Ces cartes doivent faciliter l'organisation du travail des agents communaux.**

## **X.3 La tonte**

L'introduction de nouvelles méthodes de gestion et notamment la diminution du désherbage de certains espaces engendrera des modifications des fréquences et des zones de tontes selon les typologies d'espaces verts. Le faucardage est une technique pratiquée en permanence sur la commune, il sera utile de recenser les pratiques en vue d'apporter des préconisations d'amélioration.

Il conviendra au prestataire d'inclure ces adaptations aux cartes de gestion des espaces publics ainsi qu'aux fiches d'entretien.

## X.4 La lutte contre les organismes nuisibles

Pour l'ensemble des pathogènes et nuisibles rencontrés sur les espaces verts de la commune, le prestataire proposera des **mesures préventives** (paillages, diversité végétale, choix des végétaux, ...) et **curatives** (auxiliaires, biopesticides, ...).

- Lorsque la survie de la plante n'est pas menacée, la non-intervention sera privilégiée.
- Lorsque la lutte contre les organismes nuisibles est confiée à un tiers, le prestataire proposera des éléments à intégrer aux cahiers des charges afin que les marchés d'entretien visent également une gestion sans pesticides.

## X.5 La fertilisation et l'arrosage

Le prestataire fera des préconisations concernant **l'ensemble des espaces fertilisés** de la commune (fertilisation chronique ou ponctuelle) en favorisant l'usage des engrais et amendements organiques, peu lessivables et stimulant l'activité du sol.

Concernant l'arrosage, le prestataire préconisera des **techniques de réduction des consommations en eau**. Ces techniques concerneront le matériel d'arrosage, le choix de plantes peu consommatrices en eau (cf. paragraphe suivant) ainsi que des mesures d'atténuation des phénomènes d'évaporation (paillages, couvre-sols, ...).

## X.6 Le choix des espèces végétales

Le prestataire proposera à la commune des espèces végétales répondant aux critères suivants :

- Adaptées au climat méditerranéen ;
- Résistantes à la sécheresse ;
- Résistantes aux principaux ravageurs ;
- Adaptées à un entretien sans pesticides.

Au moment du choix des espèces, une vigilance sera accordée aux problèmes d'invasions biologiques, en **évitant de planter des espèces envahissantes**.

## X.7 La conception des aménagements paysagers

Sur la base des spécificités paysagères de la commune, le prestataire proposera sous forme de fiches techniques, un ensemble de préconisations de conception pour la création d'espaces publics ou privés (ZAC, lotissement, ...).

Le prestataire proposera également à la commune, sous forme de fiches techniques, des préconisations permettant la requalification des espaces publics existants ne répondant pas à une gestion durable (sans pesticides et économe en eau).

Ces outils pourront être intégrés au document d'urbanisme de la commune lors d'une prochaine révision.

## X.8 Les coûts humains et financiers

Chacune des préconisations proposées devra être évaluée en termes de temps de travail et d'investissement matériel. Un bilan sera intégré au rapport. Pour chaque technique proposée le prestataire évaluera :

- le coût d'achat ;
- le coût des consommables éventuels ;
- le temps de travail nécessaire.

## X.9 Un plan de communication (optionnel)

A l'issue de la validation du plan par la commune, et lors de sa mise en application, le prestataire proposera un plan de communication à l'échelle de la commune portant sur :

- la valorisation de l'engagement de la commune : articles, manifestations, panneaux, concours des Villes et Villages Fleuris, ...
- l'information et la sensibilisation des riverains : journées, plaquettes, articles de presse, ...
- l'information des jardiniers amateurs de la commune : le prestataire proposera des sessions de formation aux habitants volontaires adaptées aux pratiques observées (désherbage, traitements, arrosage, choix des plantes, ...). (en option)

Ce plan de communication devra intégrer les outils développés sur le territoire. Le Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières dispose d'outils de communication qui pourront être mis à la disposition de la commune : exposition « zéro pesticides dans nos villes et villages », livrets « jardiner autrement », animation scolaire ...

## X.10 La formation des agents communaux (optionnel)

La formation des agents et un gage du succès de la mise en œuvre du PAPPH, au même titre que la communication. Le prestataire mettra en évidence les besoins de formation des agents à partir des lacunes révélées lors de la réalisation de l'audit et proposera un plan de formation adapté aux services et répondant aux attentes du PAPPH.

# XI. ETAPE 7 : RESTITUTION DU PAPPH

## XI.1 Validation en comité de pilotage

L'ensemble des préconisations proposées sera présenté par le prestataire en comité de pilotage.

**Objectifs** : Valider techniquement le choix des préconisations et leur planification.

**Éléments à présenter** :

- résumé du diagnostic ;
- préconisations détaillées par secteurs ;
- temps de travail relatifs aux changements de techniques ;
- plan de gestion des espèces envahissantes ;
- plan de mise en place des préconisations ;
- outils de suivi ;
- campagne de communication.

## XI.2 Présentation du PAPPH validé

A l'issue de la validation de ce plan en comité de pilotage, le prestataire organisera une réunion en conseil municipal de la commune pour présenter les objectifs, les risques de transfert et les préconisations en terme d'entretien pour chaque zone.

**Cette restitution aux élus doit permettre de faire adopter par le Conseil Municipal les modifications de pratiques d'entretien des espaces communaux.**

Enfin, le prestataire effectuera une **présentation des préconisations validées auprès des agents des services techniques**, ainsi que des outils de suivi qui seront mis en place. Cette présentation peut être associée à une démonstration de matériel alternatif.

## XII. ETAPE 8 : SUIVIS ET BILANS DE L'ACTION

### XII.1 Mise en œuvre d'une action pilote (optionnel)

Afin d'engager la commune dans la réalisation concrète des propositions du PAPPH, le prestataire proposera au comité de pilotage et appuiera les services techniques dans la réalisation d'une opération pilote sur la commune. Cette action peut être l'aménagement d'un espace vert méditerranéen sans arrosage et sans pesticides, ou la mise en œuvre concrète d'une des préconisations du PAPPH sur une partie de la commune. Cette action sera associée à une opération de communication proposée par le prestataire et peut associer les riverains ou jeunes publics de la commune.

### XII.2 Réunion publique (optionnel)

Le prestataire proposera et mettra en œuvre une réunion publique faisant intervenir différents partenaires afin de faire connaître à la population les engagements de la commune au travers de son PAPPH et de diffuser les gestes permettant d'abandonner l'usage des pesticides dans les jardins privés.

### XII.3 Suivi du PAPPH (optionnel)

Le prestataire réalisera un suivi trimestriel la première année de mise en œuvre du programme d'action. Ces suivis comprendront :

- Une **assistance technique** régulière auprès des services ;
- Un **tableau de bord annuel** de suivi des pratiques avec notamment les indicateurs suivants à renseigner :
  - **pour les techniques alternatives** : nature de la technique, nombre de passages, temps de travail, surface entretenue, coût (achats, location, prestation, fluides), observations éventuelles.
  - **pour le traitement chimique** (sur les zones autorisées): nom des produits, nombre de passages, temps de travail, quantités utilisées, surface traitée, coût, observations éventuelles.
  - **Pour la gestion horticole** : surface totale réaménagée, coûts d'aménagement et coûts d'entretien (eau, taille, produits, ...)
- Un **bilan annuel avec les agents et chefs de services** concernés.

Les résultats des suivis seront à présenter au comité de pilotage chaque année. Des ajustements pourront alors être proposés.



# PARTIE II. RENDU ET CONDITION DE L'ETUDE

---

## I. ENCADREMENT DE L'ETUDE – PILOTAGE

Le prestataire devra s'appuyer sur le Maître d'ouvrage et le SMNVC tout au long de l'étude. Chacune des réunions devra être préparée avec le maître d'ouvrage, qui prendra en charge la rédaction et l'envoi des convocations. **Le prestataire remettra à la commune un document de synthèse 15 jours avant chaque réunion pour envoi aux membres du comité de pilotage.**

Le suivi de l'étude et la validation des phases de travail sera assuré par un **comité de pilotage** composé de :

- Elus référents du projet au sein de la commune
- La direction générale des services de la commune
- La direction des services techniques de la commune
- Le(s) chef(s) de service concernés
- Les services en charge de l'urbanisme et de la communication
- Partenaires techniques et financiers

**Ce comité de pilotage se réunira à chacune des étapes citées précédemment.**

## II. FORME DU RENDU

Ce travail fera l'objet d'un document rédigé avec cartographie à l'échelle cadastrale. Le rapport récapitulera le diagnostic initial, la vulnérabilité du site, les propositions d'entretien et d'amélioration du matériel ou des pratiques qui en découlent (méthodes de désherbage, produits utilisés, pratiques horticoles), les coûts prévisionnels et les partenaires pressentis...

Les documents finaux (après intégration des demandes de modification et après validation) seront remis en version papier et informatique (Word, Excel et SIG).

La cartographie fera obligatoirement l'objet d'un rendu sous forme numérisée et « géo référencée » en Lambert 93, afin de pouvoir être intégrée à un SIG et à Autocad (format dwg).

### II. 1. Détail du rendu

Le rendu de l'étude prendra forme de :

- Un **rapport complet**, reprenant l'ensemble des points abordés dans ce CCTP, format papier reproductible en 5 exemplaires et d'un fichier numérique en format CD.
- Une **synthèse** d'une quinzaine de pages maximum à destination des élus
- Des **fiches préconisation** à destination des services techniques, permettant une visualisation concrète des travaux à effectuer par espace ;
- Un **atlas cartographique** contenant l'ensemble des cartes en format A1 et à l'échelle cadastrale.
- Les **couches SIG** seront remises sur CD au format \*.dwg ET \*.shp
- Un **tableau de bord** de suivi des pratiques

## II. 2. Cartes à fournir

Les cartes remises doivent être à une échelle lisible et révéler :

- La qualité de l'eau à l'échelle du bassin versant
- Les espaces entretenus par les services
- La répartition entre les différents services
- Les espèces envahissantes sur la commune
- Les risques de transfert vers les milieux aquatiques, la ressource en eau souterraine et le risque sanitaire
- Les préconisations

Peut être ajoutée, une carte des espaces à réaménager (voiries dégradées, espaces verts non compatibles avec une gestion sans pesticides, ...).

**Chaque carte précisera en légende les surfaces et linéaires concernés.**

## III. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ETUDE

Le maître d'ouvrage de l'étude souligne l'importance qu'il accorde à la réactivité et à la disponibilité du prestataire, celui-ci devant être en mesure de répondre dans les délais maximum imposés par le présent cahier des charges.

La proposition du prestataire détaillera pour chacune des séquences le nombre de journées qu'il consacrera à l'étude.

Le prestataire présentera dans son offre une note faisant apparaître :

- Le contenu ou plan prévisionnel détaillé de l'étude
- Le planning incluant les délais d'exécution des prestations (hors validation et suivi)
- Les délais d'exécution détaillés de chaque séquence
- Les moyens humains engagés.

## IV. DELAIS

Le délai global de l'étude ne pourra dépasser **6 mois**.

C.C.T.P. LU ET ACCEPTÉ

A ..... le .....

*(signature + cachet de l'entreprise)*